ble des buts et objectifs de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix,

Tenant compte des résolutions du Conseil économique et social 1986/30 du 23 mai 1986 et 1986/65 et 1986/71 du 23 juillet 1986,

Consciente de l'apport important et constructif de la Commission de la condition de la femme, des institutions spécialisées, des commissions régionales et des autres organismes des Nations Unies, des Etats Membres et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales au progrès de la condition de la femme,

Soulignant la nécessité de mettre en œuvre immédiatement et intégralement les Stratégies prospectives d'action ainsi que d'en assurer l'évaluation et le suivi,

1. *Prend acte* des rapports du Secrétaire général concernant la mise en œuvre des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme⁶²;

2. *Réaffirme* que les Stratégies prospectives devraient être traduites immédiatement en mesures concrètes par les gouvernements, compte tenu des priorités nationales d'ensemble, ainsi que par les organismes des Nations Unies, les institutions spécialisées et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales;

3. *Réaffirme également* le rôle central de la Commission de la condition de la femme en ce qui concerne la promotion de la femme et demande à la Commission de favoriser l'application des Stratégies prospectives d'ici à l'an 2000 en fonction de la réalisation des objectifs de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix et du sous-thème « emploi, santé et enseignement », et prie instamment tous les organismes des Nations Unies d'aider la Commission dans l'accomplissement de cette tâche;

4. *Réaffirme en outre*, s'agissant de la mise en œuvre des Stratégies prospectives, le rôle du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires du Département des affaires économiques et sociales internationales du Secrétariat, en particulier du Service de la promotion de la femme en tant que secrétariat technique de la Commission de la condition de la femme et centre de liaison pour les questions relatives aux femmes, le rôle de catalyseur du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme et le rôle de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme en ce qui concerne la promotion de la femme dans le contexte de la participation des femmes au développement;

5. *Fait sienne* la résolution 1986/30 du Conseil économique et social, en particulier la décision du Conseil de convoquer en janvier 1987 une session de la Commission de la condition de la femme d'une durée de cinq jours ouvrables, avant la session d'organisation du Conseil, ainsi que sa décision par laquelle cette session se tiendrait à New York, en dérogation au principe général réaffirmé par l'Assemblée générale dans sa résolution 40/243 du 18 décembre 1985, selon lequel les organes de l'Organisation des Nations Unies doivent prévoir de se réunir à leurs sièges respectifs;

6. *Souligne*, dans le cadre des Stratégies prospectives, l'importance de l'intégration totale des femmes au processus de développement, compte tenu des besoins particuliers et pressants des pays en développement;

7. *Demande* à tous les Etats Membres d'établir des objectifs précis, à chaque niveau, en vue d'accroître le pourcentage de femmes occupant des postes d'administrateur et des postes de décision dans leur pays;

8. *Demande* au Secrétaire général ainsi qu'aux chefs de secrétariat des institutions spécialisées et d'autres organismes des Nations Unies d'établir de nouveaux objectifs quinquennaux à chaque niveau en ce qui concerne le pourcentage de femmes occupant des postes d'administrateur et des postes de décision, conformément aux critères établis par l'Assemblée générale, en particulier au critère d'une répartition géographique équitable, afin qu'une nette amélioration dans l'application de la résolution 33/143 de l'Assemblée, en date du 20 décembre 1978, puisse être enregistrée pour ce qui est du nombre de postes d'administrateur et de postes de décision occupés par des femmes d'ici à 1990, et de fixer de nouveaux objectifs tous les cinq ans;

9. *Prie* le Secrétaire général d'inviter les gouvernements, les organismes des Nations Unies, y compris les commissions régionales et les institutions spécialisées, ainsi que les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, à faire rapport périodiquement au Conseil économique et social, par l'intermédiaire de la Commission de la condition de la femme, sur les activités entreprises à tous les niveaux pour appliquer les Stratégies prospectives;

10. *Prie également* le Secrétaire général de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa quarante-deuxième session, sur les mesures prises pour appliquer la présente résolution;

11. *Décide* de poursuivre l'examen de ces questions lors de sa quarante-deuxième session au titre du point de l'ordre du jour intitulé « Stratégies prospectives d'action pour la promotion de la femme d'ici à l'an 2000 ».

97^e séance plénière
4 décembre 1986

41/112. Elimination de toutes les formes d'intolérance religieuse

L'Assemblée générale,

Réaffirmant sa résolution 36/55 du 25 novembre 1981, dans laquelle elle a proclamé la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction,

Rappelant sa résolution 37/187 du 18 décembre 1982 et les résolutions ultérieures dans lesquelles elle a prié de façon réitérée la Commission des droits de l'homme d'examiner les mesures qui pourraient être nécessaires pour appliquer la Déclaration,

Encouragée par les efforts que la Commission des droits de l'homme et la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités et leurs Rapporteurs spéciaux respectifs consacrent à l'étude des faits nouveaux ayant une incidence sur l'application de la Déclaration,

Soulignant que les organisations non gouvernementales et les organismes et les groupes religieux à tous les niveaux ont un rôle important à jouer dans la promotion de la tolérance et la protection de la liberté de religion ou de conviction, et les invitant à étudier en particulier le rôle supplémentaire qu'ils pourraient envisager de jouer dans la diffusion du texte de la Déclaration dans les langues nationales et locales,

Consciente que l'intolérance et la discrimination fondées sur la religion ou la conviction continuent d'exister dans de nombreuses régions du monde,

⁶² A/41/623 et A/41/672.

Convaincue qu'il faut donc faire de nouveaux efforts pour promouvoir et protéger le droit à la liberté de pensée, de conscience, de religion et de conviction,

1. *Réaffirme* que la liberté de pensée, de conscience, de religion et de conviction est un droit garanti à tous sans aucune discrimination;

2. *Demande instamment* aux Etats qui ne l'ont pas encore fait de prévoir, par conséquent, conformément à leur système constitutionnel et aux instruments internationalement reconnus tels que la Déclaration universelle des droits de l'homme² et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques²², les garanties constitutionnelles et légales nécessaires à la liberté de pensée, de conscience, de religion et de conviction;

3. *Note avec satisfaction* que la Commission des droits de l'homme a déjà commencé d'établir un répertoire des lois et règlements nationaux concernant la liberté de religion ou de conviction;

4. *S'engage* à promouvoir la compréhension, la tolérance et le respect dans les domaines se rapportant à la liberté de religion ou de conviction, et rappelle qu'un séminaire sur ce thème s'est tenu à Genève du 3 au 14 décembre 1984⁶³, dans le cadre du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme;

5. *Prie* la Commission des droits de l'homme de demander instamment à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités d'accorder un rang de priorité élevé, à sa trente-neuvième session, à l'examen de l'étude établie par son Rapporteur spécial, conformément aux dispositions de la résolution 1983/31 de la Sous-Commission, en date du 6 septembre 1983⁶⁴, concernant les dimensions actuelles des problèmes de l'intolérance et de la discrimination fondées sur la religion ou la conviction, et de faire rapport sur cette question à la Commission à sa quarante-quatrième session;

6. *Prend note* de la résolution 1986/20 de la Commission des droits de l'homme, en date du 10 mars 1986³¹, ainsi que de la décision 1986/134 du Conseil économique et social, en date du 23 mai 1986, en application desquelles a été nommé pour un an un Rapporteur spécial chargé d'examiner les incidents et les mesures gouvernementales incompatibles avec les dispositions de la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction, qui sont signalés dans toutes les parties du monde et de recommander les mesures à prendre pour remédier aux situations ainsi créées, selon qu'il conviendra;

7. *Prie instamment* tous les Etats de prendre toutes les mesures appropriées pour combattre l'intolérance et promouvoir la compréhension, la tolérance et le respect dans les domaines se rapportant à la liberté de religion ou de conviction et d'examiner à cet égard, le cas échéant, l'encadrement et la formation de leurs fonctionnaires, enseignants et autres représentants officiels afin que, dans l'exercice de leurs fonctions officielles, ils respectent les différentes religions et convictions et ne fassent pas de discrimination à l'égard des personnes professant d'autres religions ou convictions;

8. *Invite* l'Université des Nations Unies et les autres établissements universitaires et instituts de recherche à entreprendre des programmes et des études relatifs à la promotion de la compréhension, de la tolérance et du respect

dans les domaines se rapportant à la liberté de religion ou de conviction;

9. *Invite* le Secrétaire général à continuer d'accorder un rang de priorité élevé à la diffusion, dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies, du texte de la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction et à prendre toutes les mesures voulues pour mettre ce texte à la disposition des centres d'information des Nations Unies ainsi que des autres organes intéressés;

10. *Prie* la Commission des droits de l'homme de poursuivre l'examen des mesures visant l'application de la Déclaration et de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa quarante-deuxième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social;

11. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-deuxième session la question intitulée « Élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse » et d'examiner le rapport de la Commission des droits de l'homme au titre de cette question.

97^e séance plénière
4 décembre 1986

41/113. Droits de l'homme et utilisation du progrès de la science et de la technique

L'Assemblée générale,

Réaffirmant que les peuples des Nations Unies sont résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre, à proclamer de nouveau leur foi dans la dignité et la valeur de la personne humaine, à maintenir la paix et la sécurité internationales, à développer des relations amicales entre les peuples et à réaliser la coopération internationale en développant et en encourageant le respect universel des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Rappelant les dispositions pertinentes de la Déclaration universelle des droits de l'homme², du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels²² et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques²²,

Rappelant également la Charte des droits et devoirs économiques des Etats⁶⁵, ainsi que la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international⁶⁶,

Rappelant en outre la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale⁶⁷, la Déclaration sur l'utilisation du progrès de la science et de la technique dans l'intérêt de la paix et au profit de l'humanité⁶⁸, la Déclaration sur le droit des peuples à la paix⁶⁹, de même que les autres résolutions et décisions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies,

Ayant à l'esprit que, dans sa résolution 38/75 du 15 décembre 1983, l'Assemblée générale a condamné résolument, sans réserve et à jamais la guerre nucléaire comme contraire à la conscience et à la raison humaines, comme le crime le plus monstrueux contre les peuples et comme une atteinte au droit primordial de l'homme – le droit à la vie,

Rappelant ses résolutions 37/189 A du 18 décembre 1982, 38/113 du 16 décembre 1983, 39/134 du 14 décembre 1984 et 40/111 du 13 décembre 1985,

⁶⁵ Résolution 3281 (XXIX).

⁶⁶ Résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI).

⁶⁷ Résolution 2734 (XXV).

⁶⁸ Résolution 3384 (XXX).

⁶⁹ Résolution 39/11, annexe.

⁶³ Voir ST/HR/SER.A/16.

⁶⁴ Voir E/CN.4/1984/3-E/CN.4/Sub.2/1983/43 et Corr.1 et 2, chap. XXI, sect. A.